

## Enormes dépôts de matières premières près de Montréal pour fabrication du ciment

Il est logique que l'existence de cette abondante matière première pousse à la production du ciment sur une grande échelle — Les statistiques indiquent que la consommation du ciment augmente d'une façon considérable.

Montréal, ville où la consommation du ciment est immense, possède à ses portes d'importants dépôts de matière première. Celle-ci en y ajoutant une minime quantité de gypse, produit du ciment Portland de qualité supérieure indispensable pour tous les genres de construction.

Ceux qui disposent de capitaux ont là une occasion toute trouvée de le faire fructifier. Les statistiques indiquent clairement, en effet, que la consommation dans la province de Québec ne peut aller qu'en augmentant. De là la nécessité d'augmenter la production.

Les ventes dans la province de Québec ont été comme suit pour ces dernières années:

1921.....	2,135,631 barils
1922.....	2,660,935 "
1923.....	3,173,993 "

L'existence d'importants dépôts de pierre à ciment à proximité d'un grand centre devait naturellement donner l'idée à plusieurs d'établir des manufactures de ciment pour le desservir. On a cru, à juste titre, qu'il y avait là des chances exceptionnelles de faire de bonnes opérations.

On a découvert dans la partie est de l'île de Montréal, un important dépôt de pierre à chaux et de terre glaise, en quantité suffisante pour répondre à la demande pour plusieurs générations à venir. Le succès d'une entreprise de cette nature est assuré quand on sait que ce dépôt est situé tout près d'une grande ville et y est relié par des communications faciles par terre et par eau.

L'histoire de l'industrie du ciment dans le voisinage de Montréal ne remonte qu'à 1890. En 1904, la production pour toute la province de Québec n'atteignait que 33,000 barils. En 1909, toutefois la production dépassait le million de barils. Pendant quelques années, les importations de ciment furent considérables. Elles commencent à diminuer petit à petit à mesure que la fabrication augmente au pays. Aujourd'hui l'importation du ciment est pratiquement nulle. En 1923, les ventes dépassaient 3,000,000 de barils pour cette année, vu la reprise considérable des travaux de construction.

Une industrie de cette nature a certainement toutes les chances de prospérer. C'est qu'on doit tenir compte du fait que la ville de Montréal, qui contient actuellement 800,000 âmes voit chaque année sa population augmenter d'une façon étonnante. Il est sûr qu'elle atteindra le million dans un avenir relativement prochain. Cela signifie une augmentation proportionnelle dans la fabrication du ciment. C'est, comme on l'a déjà dit, le siècle du ciment et chaque classe de la communauté, d'une façon ou d'une autre, se sert maintenant de ciment, qui est devenu un produit dont on ne peut plus se dispenser.

### BREVETS D'INVENTION

En tout pays. Demandez le GUIDE DE L'INVENTEUR qui sera envoyé gratuitement.

**MARION & MARION**

364 rue Université, - Montréal  
72 1/2 rue St-Pierre, - Québec  
et Washington, D. C.

### LE "BULLETIN DE LA FERME"

Rédaction et Administration

111, Côte de la Montagne, (Edifice Morin)

Revue publiée par un comité de techniciens.

Imprimée par "Le Soleil", Ltée.

Téléphone 4297 - - Case Postale 129

LISEZ LE  
BULLETIN DE LA FERME



### Les maladies du cheval guérissent facilement.

Si vous avez un cheval qui perd l'appétit, qui a le poil hérissé, la vue triste et abattue, les yeux larmoyants; s'il souffre de Toux ou de Souffle il a besoin d'un bon remède pour arrêter le progrès de la maladie. Ce remède c'est

**"VIVAT"**

Le spécifique par excellence des maladies du cheval. "VIVAT" guérit sûrement la Toux, le Souffle, les Coliques, les Vers, etc. Il fortifie et donne l'endurance aux chevaux de travail, de course ou de luxe.

6 Jours de Traitement 50c

Dr. Ed. MORIN & Cie, Limitée  
QUÉBEC, Qué.



## LA LOI POUR TOUS

Consultations légales, par Letarte & Rioux, avocats du Barreau de Québec.

**Avis important.**—Nos correspondants que cette page intéresse sont instamment priés de tenir compte des règles suivantes établies par le journal. 1o Seuls les abonnés peuvent bénéficier de ce service de consultations; c'est pourquoi toute demande de renseignements doit être signée, afin que nous puissions constater si le correspondant est abonné; 2o Les questions doivent être adressées directement au Bulletin; 3o Nos avocats consultants ne sont tenus de répondre qu'aux questions ordinaires, usuelles, concernant les lois qui gouvernent les choses de la vie rurale. Les cas extraordinaires, ou qui nécessiteraient une longue étude, sont choses à traiter entre le correspondant et les avocats; 4o Si le correspondant désire une réponse immédiate, par lettre, nos avocats consultants peuvent exiger des honoraires.

**RESPONSABILITE.**—(Rép. à H. R.).—Q. La femme est-elle responsable du cautionnement que son mari défunt avait donné, lorsque le testament des époux stipule donation mutuelle c'est-à-dire "au dernier vivant les biens"?  
R. Lorsque la femme accepte la succession de son mari défunt, il est raisonnable de comprendre qu'elle ne peut prendre les valeurs seules du mari sans en assumer aussi les dettes. Donc si un homme laisse plus de dettes que de biens, sa femme ne doit pas accepter sa succession, car autrement, elle est tenue responsable des obligations de son conjoint décédé. Or, dans le présent cas, il n'est pas douteux que l'épouse sera tenue aux obligations du cautionnement consenti par son époux, si elle ne renonce pas à l'héritage qu'il a délaissé.

**ENDOSSEMENT DE BILLET.**—(Rép. au même).—Q. Une personne est-elle responsable de la totalité ou seulement de partie d'un billet promissoire qu'elle a endossé?  
R. L'endosseur est responsable de toute la somme portée sur le billet promissoire sur lequel il a signé son nom. Il reste cependant à l'endosseur un recours contre le prometteur du billet, et ce droit de recours lui permet de se faire rembourser le montant du billet ainsi que toutes les sommes qu'il a dû déboursier en rapport avec celui-ci: tels que frais de protêt, d'action, etc.

**A PROPOS DE DONATION.**—(Rép. à P. B.).—Q. Un père fait une donation à son fils sous la condition, entre autres, qu'il paye cent piastres à chacune de ses sœurs qui contracterait mariage; au cas où l'une de ses sœurs décéderait célibataire le donataire devra faire dire des messes et faire chanter un service à la défunte pour une somme de \$100.00. Mais si l'une des filles du donateur embrassait la vie religieuse, aurait-elle le droit de réclamer de son frère une somme de \$100.00?  
R. Une jeune fille possède deux parts sur lesquels elle doit faire encore quelques versements; pourrait-elle, après son entrée au couvent, continuer le paiement de ces parts et disposer de celles-ci à l'avantage de sa famille?  
R. 1. Lorsqu'une donation stipule que dans tel ou tel cas le donataire devra faire certains paiements, cette donation devra être interprétée rigoureusement; en d'autres termes, lorsque, comme dans le présent cas, le donateur, père du donataire, oblige celui-ci à payer cent piastres à celle de ses sœurs qui se marieraient le fils n'est tenu à cette obligation de paiement que si le mariage intervient; donc, ce donataire ne peut être légalement obligé à sa sœur qui entre au couvent. Il en serait autrement si l'acte de donation portait que "la somme de \$100.00 serait versée à toute fille qui sera pourvue par mariage ou autrement."

2. Il serait plus sage de charger quelqu'un de payer pour vous les parts de banque que vous possédez; il serait également plus rationnel de donner ces valeurs avant votre entrée dans une communauté religieuse, car à compter de cette date, bien que la mort civile soit abolie, il n'est pas d'habitude que les religieux continuent à administrer leurs biens. Mais à tout événement, si vous faites telle donation, il vaudra mieux stipuler que si vous quittez le couvent vous aurez le droit de réclamer vos valeurs. Cependant nous croyons que la dite administration peut exister quand les règlements de la communauté ne le défendent pas.

**VENTE DE TERRES PAR LE CONSEIL DE COMTE.**—(Rép. à A. M.).—Q. Lorsqu'une terre est vendue par le conseil de comté, l'acheteur ne peut-il pas, comme on me l'a dit, faire des travaux sur cette terre avant deux ans? Quels sont les droits du propriétaire et des héritiers pendant deux ans?  
R. L'acquéreur d'un immeuble vendu par la corporation de comté peut y faire tous les travaux utiles et nécessaires, et même, il a le droit de s'en faire rembourser le coût, si l'ancien propriétaire veut exercer son droit de retrait dans les deux ans qui suivent la vente.

Pour illustrer cette opinion, citons l'article 757 du Code municipal, qui est très clair sur ce point.  
Art. 757 C. M.—L'adjudicataire peut se faire rembourser du propriétaire, ou de la personne qui exerce le retrait en son nom, le coût de toutes les réparations et améliorations nécessaires qu'il a faites sur l'immeuble retrait, lors même qu'elles n'existent plus, avec intérêt sur le tout à raison de dix pour cent par an, toute fraction d'année étant comptée pour une année entière. Cette créance de l'adjudicataire est privilégiée sur l'immeuble en question.

L'adjudicataire (l'acheteur) peut retenter la possession de l'immeuble retrait jusqu'au paiement de cette créance. Quant au propriétaire et à ses héritiers leurs droits sont identiques, les uns à défaut de l'autre peuvent revendiquer la terre vendue par le conseil de comté dans les deux ans qui suivent le jour de l'adjudication en payant au secrétaire trésorier de la corporation du comté où est situé cette immeuble la somme déboursée pour le prix de l'acquisition, y compris le certificat d'acquisition et l'avis au registraire avec intérêt à raison de dix pour cent par an, toute fraction d'année étant comptée comme une année entière.

**A QUI LE CONTRAT.**—(Rép. à J. S.).—Q. Un veuf et une veuve ont contracté mariage. Les époux ont passé un contrat de mariage qu'ils ont fait ensuite enregistrer. A qui appartient la copie de ce contrat de mariage, est-ce à l'époux ou à l'épouse?

R. Le contrat de mariage passé devant notaire demeure dans l'étude de celui-ci, et les deux époux peuvent, en obtenant des copies sur demande en payant l'honoraire exigé par le notaire.

**DEMANDE EN SEPARATION.**—(Rép. à D. R. B.).—Q. Je suis mariée depuis vingt ans, et je suis mère de plusieurs enfants. Mon mari nous fait la vie plutôt dure, il ne me donne jamais d'argent et si nous voulons en prendre, il nous fait de telles menaces que je crois ma vie en danger. Pourrai-je obtenir une séparation ou prendre d'autres moyens pour obtenir la paix et une existence en rapport avec nos moyens.

R. Ce que vous dites de votre mari nous fait croire qu'il ne jouit peut-être pas de la pleine possession de ses facultés mentales; Si tel n'est pas le cas et que votre mari vous prive des choses nécessaires à votre subsistance et à celle de vos enfants, vous avez le droit de prendre contre lui les procédures pour le refus de pouvoir. Quand à la séparation de corps, à moins que votre mari ne vous fasse subir des mauvais traitements et ne vous prive du strict nécessaire, il sera difficile de l'obtenir. Peut-être les moyens de douceur vous seront-ils mieux, car si vous avez pu vivre ensemble pendant vingt

(Suite à la page 215)

(Suite de

ans, nous croyons conciliants, que de peut-être aussi en et l'affection que d'enfants. De plus, quelqu'un qui pos sur votre mari, il se prier d'intervenir.

**LOURDES CHA TIENT DE CHEMIN Q.** Un contracteur un chemin au printemps d'hiver pour dont il aura besoin vaux. Or les lourdeant le chemin principal peut-il obliger tretenir, du moins où il passe?

R. Les chemins nent au public et n la code municipal conseil municipal d'un chemin à cert seule raison, qu'el charges lourdes.

Nous sommes d ration municipale charge les travaux chemins si la char est trop onéreux p

**DROIT DE L' A. L.).**—Q. Le C paroisse de X avai écidant que cha priétaire étaient o routes et des clôt déterminée. Plus conseil passa un tant que l'entretie tures serait comm 1921, le conseil fit de la clôture, de le prix aux contril

En mai 1922, n dit sa terre franch à la date de la ve après, soit au moi municipal fit une notre corresponda Est-ce à l'achete revient cet argen

R. Lorsqu'un terre, il la cède a qui y sont attaché soires, il faut néce les clôtures et cell priété exclusive d vente, à moins qu de vente, une clau

Or, notre corres qu'il ait fait lors triction au sujet d quence, nous som e est l'acheteur q représentant la va avait raison de cr

Il est vrai que avait acheté ces dont il est questi doute sur les droit si ce dernier avait transaction, mais doutes sérieux su

**CHOSSES INSA E. M.).**—Q. Une un jugement cont faire saisir l'arge déposé à la ban articles de ménage saisissables?

R. a. Un juge contre tous les bie contre l'argent q banque. Vous p le compte de banq s'il le possède en s

b. L'énumérati insaisissables se tr 599 du Code de pr vince de Québec. abrégée mais que

Art. 598 C. P. C débiteur à son ch

1. Les lits, liter usage et à celui c

2. Les vêtements saires pour lui et

3. Deux poêles mailière et ses a chenets, une paire